

Climat : Il faut “tenir compte de la stratégie de retrait du bourg”

ÉCRIT PAR PIERRE-ÉDOUARD PICORD

30 octobre 2023



Le Courrier de Guadeloupe a interrogé le vendredi 27 octobre Narcisse Zahibo Professeur de physique, Didier Bernard Professeur de physique, Raphaël Cécé ingénieur au laboratoire de recherche géosciences et énergie, à leur bureau au pôle sciences de l'université des Antilles à Fouillole (Pointe-à-Pitre). Ces trois chercheurs ont mené de 2017 à 2021 l'étude Changement climatique et conséquences sur les Antilles françaises (C3AF). Leurs travaux établissent des prévisions des conséquences du dérèglement climatique adaptées à l'échelle de la Guadeloupe.

Le Courrier de Guadeloupe : En quoi les résultats de votre étude C3AF se sont révélés plus pertinents que ceux du

Giec pour la prise en compte des risques du changement climatique en Guadeloupe ?

Narcisse Zahibo : Les études menées par le Giec se situent à un niveau mondial et global. Elles n'apportent pas de renseignements suffisamment précis pour qu'ils soient exploitables par nos territoires. En revanche dans notre étude C3AF, nous sommes descendus à des échelles insulaires grâce à un modèle de Météo France. Il nous fallait d'abord produire ce modèle météo. Le fait de spécifier notre échelle nous a permis de produire davantage d'informations et de façon plus affinée. Notamment sur les saisons cycloniques. Nous avons intégré l'idée selon laquelle l'humanité continuera à produire des gaz à effets de serre. C'est la raison pour laquelle nous avons retenu dans notre modèle des prévisions pessimistes.

Vous avez organisé une restitution de vos travaux le 27 octobre 2021 sous l'égide de Sylvie Gustave dit Duflot vice-présidente de Région. Les communes, les communautés d'agglomération, les bureaux d'études étaient présents. Lesquelles de ces entités sont-elles revenues vers vous pour approfondir leurs connaissances et travailler avec vous ?

Didier Bernard : Cap excellence et la ville du Gosier sont revenus vers nous. Nous avons organisé des conférences, cherchées à diffuser le plus possible nos informations. Nous dirons avec un succès mitigé. Certaines collectivités ont fait la démarche. Mais c'est encore trop peu. Nous avons bien compris que le temps des scientifiques n'est pas celui des acteurs publics. Ce qui peut être dommageable. Car nous n'avons pas encore eu de gros ouragans l'an dernier et cette année, mais nous avons subi des destructions matérielles dignes de cyclone de classe 5. Par ailleurs la fréquence des phénomènes s'est accélérée. Nos prévisions visent les horizons 2030, 2050, 2080. Mais les choses sont allées bien plus vite. Nos

prévisions sont déjà là. Les poussées de chaleur sont aujourd’hui effectives.

Nous dotons la Guadeloupe d’hommes compétents afin de la préparer aux changements qui l’attendent

Narcisse Zahibo, coordonnateur de l’étude C3AF

Comment mobiliser les responsables publics sur les conséquences du dérèglement climatique ?

Didier Bernard : Tout le monde parle du dérèglement climatique, mais peu de gens y compris des décideurs savent de quoi il s’agit. Je vous l’ai dit, les choses sont en train de s’accélérer et je le répète, le temps scientifique n’est pas le temps des politiques. L’Europe et la Région financent un projet et les conclusions sont rangées au placard. On finance. C’est bien. Mais qu’est-ce qu’on fait des résultats ? Même les bureaux d’études qui sont des professionnels ne tiennent pas compte de nos travaux. Notre savoir-faire et nos connaissances ne sont pas cachés. Mais nous ne sommes pas les décideurs. Prenez le Schéma d’aménagement régional (SAR). On n’en sait rien. Où en est-on ? Je pense que nous sommes qualifiés pour donner des conseils utiles pour l’élaborer. Mais rien. Nous ne sommes au courant de rien.

Quels sont les risques à éviter dans le cadre de l'élaboration de ce SAR ?

Raphaël Cécé : Toutes les grandes villes caribéennes ont commencé à tenir compte de ce qu'on appelle la stratégie de retrait du bourg. Cela est déjà appliqué en Afrique. Et nous, nous n'avons toujours pas bougé le petit doigt. Les contraintes sur les structures, ponts, routes seront de plus en plus fortes. Imaginez que le pont de la Boucan soit coupé. Je dis cela parce que les eaux ont atteint sur ce pont des niveaux très élevés lors du passage de Tammy. De même, le pont de Baillif a été construit sur les restes d'un ancien pont colonial. Et il s'est effondré. Tout cela aurait pu être évité.

À court terme que préconisez-vous ?

Didier Bernard : Nous préconisons la mise en place d'une politique d'urgence au moins en ce qui concerne les ouvrages, les ponts, les canalisations qui dans une très grande majorité sont sous-dimensionnées. Et ce, même si en Guadeloupe il n'y a que des urgences. 60 % de la population vit sur le littoral. Mais tout le monde devra comprendre qu'on pourra continuer à exercer des activités économiques sur le littoral, mais qu'on ne pourra plus y dormir. Autrement dit, on ne pourra plus construire des villas ou des appartements non loin de la côte. Pis, il faudra en déloger quelques-uns. Du coup, il faudra s'interroger sur la manière et les conditions d'implanter les bourgs. Quant au citoyen, il devra accepter aussi des décisions qui peuvent bouleverser sa vie quotidienne. Je crois que les citoyens sont prêts à jouer le jeu. À condition d'organiser en toute démocratie de grandes concertations.

Au niveau de l'université comment répercutez-vous le fruit de vos recherches ?

Narcisse Zahibo : Le plus important à nos yeux ce sont nos étudiants et ce que nous leur transmettons. Nous formons entre autres des étudiants bac +5 titulaires de la spécialité risques et cyclones. Nous dotons la Guadeloupe d'hommes compétents afin de la préparer aux changements qui l'attendent.

Sur le même sujet : Face aux inondations, « il ne sert à rien de pleurer (...) alors qu'on sait »

Sur le même sujet : Après le cyclone Tammy, les secours ont bien fonctionné